

# PACTE ÉCO 2020

UNE INITIATIVE



NOM : DELCASSE  
PRÉNOM : ARNAUD  
COMMUNE : ANTIBES  
MAIL : CONTACT@ALTERNATIVE-ANTIBES.FR

**PACTE ÉCO 2020 - RÉPONSES DE L'ALTERNATIVE  
SOCIALE, CITOYENNE, ÉCOLOGIQUE**

# Engagement n° 1 : JE FACILITE LA VIE ET L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES ET DES COMMERCES DE MA COMMUNE

Engagement	OUI	NON	Commentaire
1. Je mets en place une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur pour définir un plan d'actions destiné à favoriser le développement des entreprises de mon territoire		X	<p>Un plan d'actions sera établi en concertation avec la CCI et d'autres acteurs économiques du territoire, dont les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, les syndicats de salariés, les petites entreprises et artisans/commerçants, les associations professionnelles (entreprises du bâtiment, etc...) ...</p> <p>Sa réalisation sera piloté par la Communauté d'Agglomération et visera en premier lieu à répondre aux priorités politiques que nous proposons :</p> <p>moratoire sur la création et extension de surfaces commerciales ; diversification de l'économie ; développement de l'ESS , notamment sur la zone de l'entrée Nord d'Antibes ; priorité à un numérique utile à la société et des implantations ou créations d'entreprises pérennes à Sophia Antipolis ; tourisme durable ; défense des services publics ; soutien et co-construction d'initiatives citoyenne coopératives pour de nouveaux services d'intérêt collectif ...</p> <p>La formalisation de cette concertation pourra prendre la forme d'une convention multipartite, ou d'autres formes plus informelles, raison pour laquelle nous ne nous engageons pas sur la formulation proposée.</p>
2. Je vise à renforcer l'attractivité du centre-ville et à développer des quartiers de vie intégrant une mixité fonctionnelle : logements, commerces, services	X		<p>Antibes Juan-les-Pins compte 34% de résidences secondaires et 6% de logements vacants, complètement inhabités toute l'année. L'émergence de plateformes numériques de locations touristiques telles que Airbnb renforce la désertification du centre ville d'Antibes et de Juan-les-Pins. Nous souhaitons réguler les locations Airbnb, comme d'autres villes le font, et mobiliser les logements vacants pour les remettre dans le parc de logements sociaux.</p> <p>Remettre de l'habitat à l'année en coeur de ville et à Juan-les-Pins permettra de revitaliser le commerce toute l'année et de rendre de nouveaux services à la population viables.</p>
3. J'initie une démarche « qualité territoriale » intégrant les enjeux déplacements, stationnements, livraisons, sécurité, traitement des déchets, maîtrise de l'énergie en partenariat avec les organisations professionnelles	X		<p>Nous souhaitons apporter une cohérence dans l'ensemble de la politique que nous allons mener, pour répondre aux besoins des habitants. Cela nécessitera effectivement d'intégrer une approche globale reliant les différentes thématiques citées.</p> <p>Concernant l'aspect « partenarial », nous proposons dans notre programme la création de « comités d'usagers » des services publics, notamment pour les déplacements (transports en commun, vélo, ...), la gestion des déchets, l'accès à l'eau, l'énergie, etc...</p> <p>Ces comités d'usagers seront ouverts aux citoyens, aux associations, aux organisations syndicales et professionnelles ...</p>
4. Je mets en oeuvre toutes les actions favorisant l'attractivité et la visibilité de ma commune (haut débit, accès, hébergement touristique, communication...) en cohérence avec les organismes départementaux ou intercommunaux chargés de la promotion	X		
5. Je milite contre l'hyper densité de surfaces commerciales et l'émergence de nouveaux grands centres commerciaux	X		<p>Nous souhaitons un moratoire sur la création ou l'extension de « grandes surfaces » et nous opposerons à l'extension de Carrefour (qui ne nous semble pas utile à la population). Nous souhaitons, à la place, redynamiser et rendre vivante et accueillante l'entrée Nord d'Antibes, en y positionnant des services utiles à la population, avec une priorité à l'Economie Sociale et Solidaire et à la diversification de l'économie : installation d'une Maison de la Solidarité (aides alimentaires, Insertion par l'Activité Economique, accompagnement dans les démarches administratives des publics fragiles, ...) en lien avec une Maison de la Mobilité Durable et Solidaire (atelier vélo, conseil en mobilité, accompagnement pour lever les freins à l'emploi liés à la mobilité, ...), d'une Maison de la Jeunesse et de la Culture du XXI<sup>e</sup> Siècle, d'espaces de coworking, de lieu de livraison pour les AMAP, etc...</p>

6. Je prends des initiatives concrètes pour la sauvegarde et la dynamisation du commerce « en coeur de ville »	X		
7. Je m'engage à stabiliser, voire à diminuer la fiscalité relevant de la commune et de l'intercommunalité, sur les entreprises		X	<p>Nous souhaitons augmenter le Versement Transport (VT), aujourd'hui de 1,5 sur la CASA (contre 1,75 sur la CACPL ou 2 sur la Métropole NCA) pour financer la gratuité du réseau de transports en commun et un développement de ce réseau (ainsi qu'un réseau de pistes cyclables sécurisées «Envivelo» reliant les habitations à Sophia Antipolis et aux villes voisines - voir notre plan vélo sur <a href="https://alternative-antibes.fr/planvelo">https://alternative-antibes.fr/planvelo</a>) pour rendre les déplacements alternatifs plus attractifs que la voiture individuelle.</p> <p>A noter que cette augmentation de VT sera en partie compensée par une suppression du remboursement des titres de transports des salariés habitant la CASA, puisque le réseau Envibus sera gratuit. Cela induira également un gain de pouvoir d'achat pour tous les salariés.</p>

## Engagement n° 2 : JE DEVELOPPE UNE POLITIQUE EN FAVEUR DES ZONES D'ACTIVITES

Engagement	OUI	NON	Commentaire
8. J'affecte et je réserve du foncier permettant l'accueil d'activités économiques productives créatrices d'emplois	X		<p>Le foncier à vocation économique se développe déjà de manière importante, avec par exemple le projet Ecotone à Antibes. Nous souhaitons tout d'abord engager une réorientation de ces projets pour mieux les cibler vers nos priorités politiques : la prise en compte des urgences écologique et sociale, le développement de l'Economie Sociale et Solidaire, et la fin des politiques d'« attractivité aveugle » (court terme) pour privilégier le développement d'activités numériques d'intérêt général et pérennes à Sophia Antipolis.</p> <p>Nous souhaitons également mener une politique de diversification économique pour ne plus dépendre uniquement du tourisme et du numérique, et permettre aux jeunes de notre territoire ne s'orientant pas vers ces métiers d'avoir des perspectives d'emploi et de ne pas être forcés de partir ailleurs (-2000 habitants en 5 ans, principalement des jeunes - source INSEE). Nous prendrons les mesures nécessaires, en terme de politique de développement économique dont le foncier peut être une composante.</p> <p>Nous créerons une Zone d'Activité Economique (ZAE) sur l'entrée Nord d'Antibes en réservant du foncier pour la diversification de l'économie, l'Economie Sociale et Solidaire et des services utiles à la population.</p> <p>Nous proposons, sur la Zone des 3 Moulins, l'impulsion d'un lieu d'installation artisanale avec mutualisation de locaux, d'entrepôt et d'espace administratif, notamment à destination des entreprises de construction ou de jardinage qui ont besoin d'espace.</p> <p>Par ailleurs, la priorité politique pour nous est de mobiliser du foncier pour atteindre nos objectifs en terme de logements accessibles aux actifs, par la mobilisation du parc existant (aujourd'hui vacant ou en résidence secondaire) et si besoin de nouvelles construction tout en limitant l'étalement urbain.</p>
9. Je soutiens la création d'une société d'aménagement à l'échelon du territoire pilotée par la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur		X	<p>Une telle structure doit rester sous contrôle de la collectivité territoriale et non de la CCI. Pour nous, la CCI est un partenaire mais pas le pilote de ces projets d'intégrité général.</p>
<p>10. Pour ma (ou mes) zone(s) artisanale(s) et industrielle(s) existante(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 10.1 : J'inscris dans le Plan Local d'Urbanisme des mesures réglementaires pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- maintenir la vocation de la zone dédiée aux activités artisanales et industrielles et permettre son développement</li> <li>- autoriser les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement</li> <li>- engager des programmes de requalification et de densification pour améliorer qualitativement et quantitativement l'offre</li> </ul> </li> </ul>		X	<p>Nous avons découpé cette question en 2 parties. Nous ne nous engageons pas à autoriser les ICPE, dans un territoire à forte densité et compte tenu des dangers potentiels sur la population et l'environnement. Les dossiers pourront éventuellement être évalués au cas par cas en fonction des risques et de l'intérêt de telles implantations</p> <p>Sur cette première partie de question, nous sommes cependant favorables à des projets de requalification et densification ainsi qu'au maintien des activités artisanales et industrielles sur notre territoire.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 10.2 : Je m'engage à améliorer la desserte, les déplacements tous modes, le stationnement et les livraisons</li> <li>• 10.3 : Je soutiens les actions en faveur du traitement des déchets des entreprises</li> </ul>	X		<p>Nous avons fait de la mobilité durable, accessible à toutes et tous une priorité de notre programme, à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un développement du réseau de transports en commun (site propre, meilleure desserte et cadencage)</li> <li>• La gratuité du réseau de transports en commun</li> <li>• Un Plan vélo ambitieux, et notamment un réseau « Envivelo » de pistes cyclables en site propre - <a href="https://alternative-antibes.fr/planvelo">https://alternative-antibes.fr/planvelo</a></li> <li>• Le développement des alternatives telles que le covoiturage ou l'autopartage</li> </ul> <p>Il en est de même pour les déchets (un grand plan de développement de déchetterie à gestion publique, favoriser le tri notamment dans les entreprises, favoriser l'installation d'entreprises de recyclage, développement de recycleries et ressourceries créant des emplois pour des personnes en insertion, etc...)</p>

## Engagement n° 3 : J'AMELIORE LES DEPLACEMENTS ET LES TEMPS DE TRANSPORT DES AZUREENS

Engagement	OUI	NON	Commentaire
<p>11. Je conduis une politique d'urbanisme et d'aménagement du territoire en cohérence avec le développement d'une mobilité durable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Je lutte contre l'étalement urbain</li> <li>• Je densifie, prioritairement, autour des principaux axes de transport en commun de ma commune</li> <li>• J'assure une accessibilité performante par tous les modes de transport dans le cadre de mes projets d'aménagement</li> </ul>	X		<p>La mobilité durable (et solidaire, accessible à toutes et tous) est une priorité politique majeure de notre programme : développement du réseau, gratuité, plan vélo et mobilités alternatives ...</p> <p>Nous souhaitons également lutter contre l'étalement urbain et sommes en conséquence opposés à des projets ne répondant pas au besoin des habitants tels que l'extension de Carrefour. A la place, nous souhaitons y voir des activités utiles pour rendre l'entrée Nord d'Antibes vivante et accueillante, avec une priorité à des lieux de vie et à l'Economie Sociale et Solidaire.</p> <p>Nous souhaitons mobiliser les logements vacants et augmenter la surtaxe d'habitation sur les résidences secondaires pour remettre des logements existants, en ville, qui devraient être disponibles pour les actifs dans le parc locatif (si possible social, compte tenu du déficit)</p>
<p>12. Je soutiens activement la réalisation de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur qui va contribuer au désenclavement ferroviaire du département.</p>	X		<p>Nous soutenons la réalisation de la LNPCA et s'agissant d'Antibes, la réalisation dès ce mandat de la 4<sup>e</sup> voie à quai en gare d'Antibes ainsi qu'une nouvelle passerelle entre le Pole d'Echanges Multimodal, les quais, et la gare.</p> <p>Au niveau de la CASA, nous soutiendrons la réalisation d'une gare dans la technopole de Sophia Antipolis.</p> <p>Nous soutiendrons le retour du service public des trains de nuit (dont la compétence est du ressort l'Etat) sur la Côte d'Azur desservant la gare d'Antibes pour offrir une alternative au tout-voiture et tout-avion</p>
<p>13. Je soutiens un projet de navettes maritimes inter urbain à l'échelle du département destiné en priorité aux actifs</p>		X	<p>Nous privilégions l'amélioration du service public ferroviaire, par la ligne nouvelle mais aussi sur l'axe littoral, ainsi que le développement d'infrastructures pour les mobilités actives (vélo, ...) sur tout l'arc littoral (ainsi que vers Sophia Antipolis et les villes voisines dont Biot).</p>
<p>14. Je prends position pour obtenir de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) la création d'une instance de concertation avec la CCI Nice Côte d'Azur et les clubs et associations d'entreprises</p>	X		<p>La CASA et la ville mettront en place des «comités d'usagers des services publics», notamment sur la mobilité (transports en commun, vélo, ...), auxquels pourront participer la CCI et associations d'entreprises, tout comme les associations d'usagers et citoyens.</p>
<p>15. J'interviens auprès des autorités organisatrices de la mobilité et collectivités compétentes pour améliorer l'accessibilité de ma commune et de ses zones d'emplois par tous les modes de transport</p>	X		
<p>16. Je m'implique avec l'Autorité Organisatrice de la Mobilité pour créer un/des parkings relais au niveau des gares et axes structurants de transports en commun et un/des parkings de covoiturage...</p>	X		
<p>17. Dans mes projets d'aménagements, j'organise une concertation préalable avec les entreprises pour prendre en compte leurs besoins d'accessibilité, stationnement, livraison</p>	X		
<p>18. Je m'implique auprès de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité pour favoriser l'expérimentation sur ma commune de services de mobilité innovants</p>	X		
<p>19. J'incite les habitants de ma commune à opter pour des modes de déplacement durables par des actions régulières de sensibilisation, des aides incitatives...</p>	X		

20. Je soutiens les démarches de plans de mobilité des entreprises implantées sur ma commune	X		<p>Nous les soutiendrons mais souhaitons également que des sanctions contre les entreprises ne respectant pas leurs obligations en la matière soient appliquées.</p> <p>Les marchés publics mobiliseront toutes les clauses environnementales et sociales possibles pour favoriser les entreprises vertueuses.</p> <p>Si nous nous apercevons que, dans leur majorité, les entreprises assujetties à l'obligation ne jouent pas le jeu, nous pourrions également augmenter le Versement Transport au delà de ce que nous aurions déjà prévu pour palier au manque de volonté des employeurs et développer de nouvelles solutions.</p>
21. Je veille à renforcer les dispositifs de stationnement en centre-ville pour permettre aux entreprises de réaliser leurs livraisons et leurs travaux		X	<p>Nous ne souhaitons pas renforcer les dispositifs de stationnement mais au contraire optimiser la logistique urbaine. Nous créerons, en lien avec les sociétés de livraison, une plateforme logistique mutualisée à l'échelle de la CASA pour limiter les déplacements polluants. Nous souhaitons favoriser la livraison en modes de déplacements « propres » (vélos cargos électriques, véhicules légers,...).</p>
22. Je veille à augmenter les stationnements « arrêts minutes » pour favoriser le commerce du centre-ville		X	<p>Le stationnement en surface bénéficie déjà d'1h de gratuité à Antibes Juan-les-Pins.</p> <p>Notre priorité sera de développer le stationnement vélo, dont l'impact positif sur l'activité commerciale est démontré et mobilisant, pour 1 client, 8 fois moins de place (en positionnant 4 arceaux vélo pour l'équivalent d'une place de parking), et rendant la ville et les abords des commerces plus agréables.</p>

## Engagement n° 4 : J'AUGMENTE ET JE DIVERSIFIE L'OFFRE EN LOGEMENTS A DESTINATION DES ACTIFS SUR MA COMMUNE

Engagement	OUI	NON	Commentaire
23. J'apporte ma participation concrète à l'objectif départemental de réalisation de 5.000 logements par an La population de ma commune représente 7% de la population 06 (1.083.700 habitants), je m'engage donc à produire 7% des 5.000 logements	X		En priorité par la mobilisation (via le droit de préemption/réquisition) des 6% de logements vacants (soit près de 3800 logements, 76% de l'objectif départemental que vous citez...) inexploités à Antibes Juan-les-Pins. Nous souhaitons également favoriser le développement du logement social, utile pour les actifs du territoire (70% de la population éligible), dans tout nouveau programme de construction.
24. Je m'engage à ce que les futurs documents d'urbanisme offrent des droits à construire a minima équivalents aux précédents		X	Nous nous engageons à augmenter la part de logements sociaux dans tout nouveau programme de construction.
25. J'inventorie les terrains municipaux susceptibles d'accueillir du logement et je favorise la réalisation de programmes intégrant la mixité et les entreprises de proximité	X		Priorité au logement social dans ce cas (et à la mixité dans les catégories de logements sociaux et dans les types de logements -nombre de pièces, etc...; pour être en adéquation avec les différents niveaux de revenus et situations familiales)
26. Je lance des opérations d'aménagement en faveur du logement en utilisant les outils et procédures adaptés : Zones d'Aménagement Différé/Zones d'Aménagement Concerté... et/ou en sollicitant l'Etablissement Public Foncier PACA (EPFR) en concertation avec les organisations professionnelles.	X		Priorité au logement social, pilotage par la collectivité, implication dès la phase de construction des citoyens, des associations de quartier, des organisations syndicales de salarié ou professionnelles possibles dans ces projets (démocratie participative)  Nous favoriserons notamment le partenariat avec l'EPFR PACA au service du logement social, de l'installation de services publics de proximité et de lieux de travail utiles à la population.
27. J'inscris dans la prochaine révision de mon PLU des mesures incitatives en faveur du logement pour actifs : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Je favorise une densité qualitative en privilégiant les surélévations et des hauteurs cohérentes avec les autres habitations du quartier</li> <li>• Je limite les places de parking (1.5 maximum) pour les programmes de logements situés à proximité des axes structurants de transports en commun</li> </ul>	X		Nous nous engageons également à imposer dans le PLU une obligation en terme de local vélo dans tout nouveau programme de construction.

## Engagement n°5: JE CONTRIBUE A DEVELOPPER UNE POLITIQUE POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION AU BENEFICE DES JEUNES, DES ENTREPRISES ET DES ACTIFS DE MA COMMUNE

Engagement	OUI	NON	Commentaire
28. Promotion des métiers Je m'associe aux initiatives visant à promouvoir les métiers du territoire en direction des jeunes (écoles, collèges, lycées...) et de leurs familles.	X		<p>En parallèle, diversification de notre économie pour donner des perspectives supplémentaires aux jeunes.</p> <p>Au sein des établissements scolaires, nous sommes attachés à la neutralité du service public d'éducation, géré par l'Education Nationale, garante de l'égalité républicaine. Il revient aux directeurs et directrices d'établissements d'autoriser des interventions extérieures.</p> <p>Nous soutiendrons notamment la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire et de son modèle d'avenir pour les jeunes, en relais d'associations comme L'ESPER.</p> <p>Nous soutiendrons auprès de la Région le financement de CIO (Centre d'Information et d'Orientation) dans toutes les villes avec du personnels formés et permettant de répondre aux besoins des habitants. Nous favoriserons l'existence de Forum des métiers dans toutes les villes en veillant à la représentation de tous les métiers publics, privés, indépendants....</p>
29. Apprentissage Je m'engage à former chaque année au moins l'équivalent de 1% de mes collaborateurs, de jeunes en contrat d'alternance (contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation) au sein des services municipaux	X		
30. Centre de Formation des Apprentis Je m'associe aux initiatives développées par les Centres de Formation d'Apprentis du territoire en vue de promouvoir ce système de formation professionnelle particulièrement adapté aux entreprises du territoire		X	<p>Nous sommes favorables à l'apprentissage et la formation par alternance mais nous sommes opposés à la privatisation des CFA . L'apprentissage doit permettre d'apprendre un métier en conservant une partie de culture générale et permettre la mobilité et le choix des apprentis.</p>
31. Insertion Je soutiens le développement de l'Ecole de la Deuxième Chance dans les Alpes-Maritimes	X		<p>Le soutien à l'insertion sociale et au secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) est au coeur de notre projet.</p> <p>Au delà de l'Ecole de la Deuxième Chance (ou encore Simplon et d'autres initiatives dans notre département), c'est une politique globale d'insertion professionnelle et d'accompagnement au retour à l'emploi que nous souhaitons mettre en place.</p> <p>Nous souhaitons nous inscrire dans la démarche des « Territoires Zéro Chômeurs Longue Durée » et favoriser l'implantation d' « Entreprises à But d'Emploi » (EBE) pour garantir à tout chômeur longue durée le souhaitant un emploi en CDI.</p> <p>Parmi les propositions que nous avons faites au cours de la campagne, à titre d'exemple, nous proposons, entre autres, le soutien à la création d'une structure d'insertion employant des personnes éloignées de l'emploi au sein de la « Maison de la Mobilité Durable et Solidaire » que nous souhaitons créer dans la zone de l'entrée Nord d'Antibes. Cette structure d'insertion pourrait remettre en état des vélos récupérés (déchetterie, ...), rachetés par la collectivité et mis à disposition de personnes en insertion via Pole Emploi, le Plan Local d'Insertion pour l'Emploi ou la Mission Locale, pour faciliter les déplacements dans le cadre d'un retour à l'emploi.</p>



## Engagement n° 6 : JE M'ENGAGE A RELEVER LES DEFIS ECONOMIQUES PRIORITAIRES POUR MON DEPARTEMENT

Engagement	OUI	NON	Commentaire
32. Tourisme durable Je suis garant d'un développement touristique harmonieux qui respecte les principes fondamentaux du développement durable avec la mise en œuvre de toutes mesures permettant de maîtriser l'impact de son activité sur l'environnement	X		Le développement d'un tourisme populaire (par la préservation d'un camping saisonnier à Antibes) et durable est au coeur de notre projet économique pour le littoral. L'urgence climatique impose une transformation de notre économie, sous peine de voir les entreprises qui ne seraient pas adaptées et les emplois disparaître à terme.
33. Marketing territorial Je participe activement à la promotion du territoire et au renforcement de l'attractivité des Alpes-Maritimes en m'associant à des actions initiées à l'échelle du département	X		
34. Intelligence artificielle et numérique Je collabore au MIAI (Multidisciplinary Institute Artificial intelligence) piloté par l'UCA et l'INRIA qui vise à développer autour de l'intelligence artificielle un réseau interdisciplinaire de classe mondiale en recherche, à proposer des enseignements attractifs pour les étudiants et les professionnels de tous les niveaux, à soutenir l'innovation dans les grandes entreprises, les PME et les start-up et enfin à informer et interagir avec les citoyens sur tous les aspects de l'IA.	X		<p>Nous souhaitons favoriser l'émergence, sur l'IA comme d'autres sujets, de startups, PME, entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire, etc... répondant à des enjeux d'intérêt général sur notre territoire.</p> <p>Compte tenu des impacts environnementaux (et sociaux) du numérique (utilisation de terres rares, consommation d'énergie, affaiblissement des protections sociales ...), nous pensons que l'avenir de Sophia Antipolis est profondément lié la présence d'entreprises qui, par leur activité, démontrent une réelle utilité pour la société.</p> <p>La recherche en Intelligence Artificielle, si elle se veut et se doit d'être générique pour être efficace, doit être soutenue fortement.</p> <p>Les applications données à ces travaux recherche et le soutien public à ses applications sera néanmoins modulé en fonction de ces logiques d'intérêt général.</p> <p>La collectivité pourra entrer dans le capital et la gouvernance d'entreprises numériques revêtant un intérêt collectif pour notre territoire, au travers de Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) ou de Pôles territoriaux de Coopération Economique (PTCE).</p> <p>Nous favoriserons l'implantation de telles initiatives sur notre territoire.</p>
35. Industrie du futur J'accompagne la transformation du modèle industriel notamment dans le cadre du projet gouvernemental piloté par l'ARII qui vise à : <ul style="list-style-type: none"> <li>développer l'offre technologique,</li> <li>accompagner les entreprises dans leur transformation,</li> <li>former les salariés,</li> <li>renforcer la coopération nationale sur les normes,</li> <li>promouvoir l'Industrie du Futur française.</li> </ul>	X		<p>Nous souhaitons allier transformation numérique (formation et adaptation des salariés, accompagnement, ...), transformation écologique (prise en compte des enjeux et échéances climatiques) et transformation sociale (ouverture de la gouvernance aux salariés, transmissions aux salariés sous forme coopérative/SCOP lors du départ d'un dirigeant, maintien des garanties du Droit du Travail y compris pour lorsque l'on recourt à des travailleurs indépendants via des CAE, ...) de l'industrie. Nous accompagnons les initiatives en ce sens.</p> <p>Nous soutiendrons les initiatives visant à innover dans le sens de nos priorités politiques, pour rendre les entreprises du territoire qualitativement plus compétitives.</p>
36. Silver économie / Santé Je m'implique pour accompagner les entreprises, mobiliser les acteurs publics et privés et créer les conditions de croissance d'une filière économique dynamique	X		
37. Numérique Je m'engage à favoriser le déploiement sur mon territoire de l'internet très haut débit, facteur d'attractivité et de compétitivité pour les entreprises.	X		Et utile pour tous les citoyens !

## **Autres propositions :**

### **DEFENDRE LE SERVICE PUBLIC ET L'EMPLOI**

Les principaux employeurs de notre territoire sont les employeurs publics. Un « pacte économique » nous semble donc ne pas pouvoir oublier cette partie de notre économie, essentielle au maintien de services publics utiles pour les habitants et les entreprises.

Nous regrettons les attaques répétées du gouvernement d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe sur ce sujet, et notamment sur l'Hôpital public, dont nous mesurons malheureusement les enjeux actuellement, en pleine crise du Covid-19.

Nous nous engageons à la préservation du service public sur notre territoire, à la fois dans les services à la population et dans le soutien à l'économie à travers les moyens et emplois dédiés au soutien aux entreprises du territoire.

### **ATTEINDRE L'EGALITE FEMMES-HOMMES**

Nous ne comprenons pas que cet enjeu fondamental n'apparaisse pas dans le pacte.

Nous nous engageons, en tant qu'employeur public, à rétablir l'égalité entre les femmes et les hommes (notamment en terme d'avancées de carrières au sein de la fonction publique).

Nous mettrons en place des dispositifs au sein des marchés publics, lorsque ce sera possible, pour favoriser les entreprises vertueuses en matière d'égalité des genres.

Nous défendrons la représentation égale des femmes et des hommes dans les instances, y compris les instances de concertation avec les organisations professionnelles.

Nous inciterons par tous les moyens possibles les entreprises et organisations professionnelles implantées sur le territoires à respecter la représentation de toutes et tous dans leurs instances de gouvernance.